

# «LES TERRORISTES NE PEUVENT PAS RENVERSER LES DÉMOCRATIES»

Hubert Vedrine

*«Les terroristes ne peuvent pas renverser les démocraties»*

Qualifieriez-vous d'histoire la date du 11 septembre 2001? Elle est exceptionnelle en tant que tragédie, avec des morts, et la sidération du monde. Mais elle n'est pas historique à l'instar, par exemple, de l'attentat de Sarajevo, de Pearl Harbour, des conférences de Yalta et de Potsdam, ou bien encore de la fin de l'URSS, en décembre 1991, qui a marqué la fin du monde bipolaire. En 2001, nous étions dans le monde global depuis presque dix ans. Dans un premier temps, l'Occident avait cru au triomphe définitif de la démocratie et de l'économie de marché (dérégulée!). C'est peu après que j'ai parlé en 1998 d'«hyperpuissance» américaine – en français, le mot est sans connotation péjorative: il fallait trouver un terme pour désigner ce que les États-Unis étaient devenus puissance sans précédent. Or derrière tout cela, le vrai phénomène historique en cours était plutôt la gigantesque redistribution des cartes entre les Occidentaux et tous les émergents. Sans doute les Occidentaux vont-ils rester longtemps riches et puissants, mais ils doivent désormais partager le pouvoir – sinon il n'y aurait pas de G20! Cela vaut pour les décennies à venir. Pour revenir au 11 septembre, il y a au sein de l'islam, une majorité traditionaliste, une minorité intégriste (comme il y en a une autre, moderniste) au sein de laquelle on repère une micro minorité extrémiste, et moins nombreuses encore, une micro-micro minorité prête à passer à l'acte. Ce terrorisme extrême est un spasme de la part de ceux qui refusent le monde moderne, et ont suivi une dérive fanatique. Mais n'oublions pas que les terroristes s'en prennent d'abord aux musulmans, et que c'est dans les pays arabo musulmans qu'ils ont fait le plus de victimes. Le 11 septembre a montré que dans le monde global, le terrorisme était global. Mais rien ne s'est arrêté à cette date et rien n'y a commencé. Ce fut un drame spectaculaire, traumatisant et humiliant pour les Américains – ils se croyaient, on les croyait invulnérables – un deuil cruel, mais moins important pour la suite de l'Histoire que le mouvement des plaques tectoniques de la géopolitique. On a pourtant parlé d'un choc des civilisations? J'ai eu des conversations intéressantes à ce propos avec Jacques Chirac, qui me disait : «C'est une théorie condamnable.» A quoi je répondais: «Non, hélas, c'est un risque réel». Même s'il s'agit d'une schématisation outrancière – (qu'est-ce que «l'islam» en général, qu'est-ce que «l'Occident»?) - cette «théorie» n'est pas à balayer d'un revers de main car, de part et d'autre, pour des raisons délibérées ou de bêtise, des groupes cherchent l'affrontement. Depuis l'avancée musulmane en Europe et les croisades l'histoire de l'islam et de l'Occident depuis des siècles est un long parcours d'affrontement ou de tensions, ou de méfiance. Le problème est ancien. Il perdure, il est parfois apaisé, il n'est pas encore surmonté, même s'il le sûrement un jour. Ma position n'est donc pas de dénoncer la «théorie» du clash, mais de faire en sorte que celui ne se produise jamais. Cela suppose une politique intelligente, et une action des élites dans les deux mondes. Dans le monde arabe, il faut des gouvernements capables de répondre enfin aux aspirations légitimes des populations, afin que ces dernières aient moins besoin de dérivatifs et de boucs émissaires. Il faut assécher le terrain des extrémistes. Cela a semblé très longtemps hors de portée, or voilà qu'a débuté ce processus de démocratisation, dit du «printemps arabe», en Tunisie, Égypte, Libye et, d'une certaine façon, au Maroc et en Jordanie – c'est incertain, problématique, mais prometteur. A long terme, tout cela se jouera sur le terrain de l'éducation. Côté occidental, le sujet a été traité diversement. L'administration Clinton avait été prudente, sans provocation, comme celle de G. Bush père, mais celle de Bush fils a été calamiteuse. Tout ce qu'elle a fait a aggravé l'antagonisme, n'a rien réglé, a attisé la haine de l'Occident chez plus d'un milliard de gens. La politique d'Obama, quant à elle, est très intelligente. Presque trop? On verra. Pour résumer d'une formule (impossible!), si l'on avait Obama durant quatre mandats, son intelligence et sa vision du monde consoliderait à la longue le leadership occidental, même s'il paraît manquer de détermination à certains moments. Or si les États-Unis sont toujours et pour longtemps la première puissance du monde, elle est challengée et contestée, et la croissance par le surendettement est au bout du rouleau. Au Proche-Orient, un accord de paix correct, avec un État palestinien viable et une sécurité d'Israël renforcée sous parrainage euro-américain, aiderait beaucoup les Occidentaux à réduire la haine islamiste, et aiderait les gouvernements arabes à lutter chez eux contre la contestation islamiste, dès lors qu'ils n'apparaîtraient plus comme des alliés de l'Occident complices de l'occupation illégitime et sans fin des territoires palestiniens. Cela ne réglerait pas tout bien sûr – mais sans cela on ne peut rien régler – et cela aurait un impact énorme. Il y a aussi la question des musulmans en Europe: l'équilibre à préciser entre les droits pour les musulmans étrangers en situation régulière, a fortiori lorsqu'ils ont acquis la nationalité du pays, et la limite à rappeler au sein de la République, entre ce que l'on accepte ou non en matière de religion. Il serait bon, au reste, que les pays européens concernés harmonisent leurs positions. Même si les musulmans qui jouent le clash ne sont qu'une infime minorité, il faut prendre ce problème au sérieux et aider plus les musulmans modernes. La vigilance reste de mise mais je ne ferai pas de tout cela l'enjeu n°1 de la planète. Pour moi viennent d'abord la question écologique, et la relation entre Occidentaux et émergents. Dix ans plus tard, Al-Qaïdademure-t-elle une menace? Mieux vaut rester prudent, mais les spécialistes n'ont pas l'air de savoir eux-mêmes exactement ce qu'il reste de cette nébuleuse éclatée. Sans doute perdurent ici où là, de petits noyaux terroristes potentiels qui veulent d'abord s'en prendre aux gouvernements musulmans qui n'appliquent pas la charia ou font seulement semblant d'y souscrire, mais aussi aux occidentaux. Leur combat est voué à l'échec, en tous cas en ce qui concerne les démocraties, qu'on ne renverse pas. Les islamistes peuvent terroriser des populations et infliger des souffrances affreuses, mais pas renverser des sociétés, et cela d'autant plus qu'une irréversible modernisation condamne l'intégrisme à l'asphyxie. Le phénomène est à prendre avec sérieux, mais sang-froid. En faisant des islamistes le problème n°1 mondial, Bush fils leur a fait une propagande inespérée, entraînant l'Occident dans cette erreur stratégique de communication. Il fallait être implacable dans la lutte, traquer et neutraliser le terrorisme, et il faut continuer – mais le faire discrètement et ne pas se lancer dans d'improbables guerres de vengeance, comme celle d'Irak. Barack Obama, que l'on dit irrésolu, a eu la force d'âme d'ordonner l'opération Ben Laden. C'était très risqué. La liquidation du chef d'Al Qaïda a porté un coup symbolique à ce qui reste du système. Aucun autre n'arrivera à atteindre la notoriété de Ben Laden, avec son histoire personnelle : l'Arabie Saoudite l'Afghanistan, etc.. Même si nul n'est à l'abri d'éventuels attentats, le terrorisme ne peut pas gagner. Dans ces conditions, est-il nécessaire de se maintenir en Afghanistan? Cela dépend de l'objectif: au départ, c'était légitime. Il fallait renverser le régime taliban qui abritait Al Qaïda. L'intervention a été entérinée par le Conseil de sécurité: au sein du gouvernement auquel j'appartenais, il n'y a pas eu une seconde d'hésitation; la Chine, l'Inde et la Russie elles-mêmes n'ont pas critiqué. Ce n'est que plus tard que le trouble s'est développé : Pourquoi était-on là? Pour garantir notre sécurité? Et pour que cela ne recommence pas? Mais alors ce serait ad vitam aeternam! Les feux de forêt ne s'arrêtent jamais, «on ne gagne pas la guerre» contre eux: on les surveille. Ou était-ce pour une autre raison? Le récit qui a suivi, élaboré à l'usage des opinions, a été de faire croire qu'on était là pour créer un Afghanistan moderne et démocratique. C'était beau et irréaliste. D'abord parce que l'époque coloniale est révolue (l'Afghanistan n'a au reste jamais été colonisé, les Anglais en savent quelque chose) et aussi parce que nous sommes incapables de prendre en charge un pays si complexe pour le faire passer en quelques années du XVIe au XXIe siècle! Sans doute est-ce tragique pour les femmes afghanes, mais on ne sait pas faire. Voie sans issue, donc. Si l'on n'avait parlé que de maintenir une surveillance sécuritaire avec quelques bases stratégiques permanentes comme le firent les Américains en Europe face à la menace soviétique sans prétendre prendre en charge tout le pays, les opinions s'interrogeraient moins. Malheureusement, on a mélangé les objectifs, les occidentaux décrochent de plus en plus et, du point de vue afghan, la présence occidentale est devenue une occupation, combattue par les islamistes et par les nationalistes. Obama ayant annoncé le retrait progressif de ses troupes, nous n'avons plus que le choix des dates et des conditions(quant, comment) -. Il n'empêche qu'il faudra reformuler une politique afghane pour après: continuer à surveiller la région et - politique étrangère classique - apporter une contribution à la stabilisation, et l'avenir même du pays, au règlement des problèmes entre l'Inde et Pakistan. Dans cette perspective, on peut concevoir la constitution d'un groupe de nations semblable à celui qui accompagne aujourd'hui la démocratisation de la Libye. On ne pourra pas se désintéresser complètement de l'Afghanistan purement et simplement, même après l'avoir quitté militairement. Que vous inspire le printemps arabe, que vous avez qualifié d'«aléatoire»? Aléatoire, mais prometteur. C'est un processus historique, car les mouvements de modernisation de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, prenant modèle sur l'Occident dans les pays musulmans (notamment en Égypte, Turquie, Iran et Afghanistan) avaient finalement tourné court avant ou après les deux guerres mondiales: régression islamiste ou nationaliste, alignement sur l'URSS de nations arabes, par rejet de l'Occident aligné sur Israël; stagnation économique, sociale, et politique. Ce fut «un siècle pour rien» comme l'on écrit Lacouture, Tuéni et Khoury. Le mouvement en cours est donc prometteur mais, ainsi que je le disais souvent à Madeleine Albright, la démocratisation n'est pas du Nescafé instantané. C'est nécessaire, mais c'est laborieux, avec des risques de désordre et de retour en arrière. Les Arabes sont partis pour une longue histoire, mais tant mieux! A nous de les accompagner en prenant garde de ne pas passer de l'excitation du printemps au découragement de l'hiver. Ils sont les premiers concernés. Nous n'avions pas mis leurs despotes au pouvoir, nous n'avons pas déclenché leurs révolutions, ni ne saurions les faire aboutir à leur place, mais en fonction des demandes des nouveaux leaders, sans doute pourrions-nous être utiles. Exemple: le début du dégel des avoirs libyens, décidé la semaine dernière. Après, il peut y avoir des transferts de savoir-faire. Il faut une politique d'accompagnement empathique, adaptée à chaque pays. Le Maroc, par exemple, avec un régime stable mais une nouvelle Constitution et de nouvelles élections n'est pas dans la même situation que la Tunisie ou l'Égypte. Il faudra apporter l'aide demandée sans plaquer de schémas préétablis et inadaptés. Y a-t-il un danger islamiste? Danger au sens de l'Iran, en 1979? Non. Mais la probabilité de partis islamistes puissants partout. Il y a tout un éventail dans l'islamisme, voyez la Turquie. Je ne serais donc pas étonné qu'ils fassent 20 ou 30 % dans nombre d'élections. La prise de pouvoir en Iran s'était, quant à elle, opérée par surprise. Le régime du chah d'Iran était discrédité au point que l'Occident (les États-Unis en tête), avait cru naïvement que renverser la dictature aboutirait à la démocratie. Il y a eu la révolution islamique, ce dont les bourgeois iraniens ont été les premiers surpris. Tout le monde s'était trompé. Du coup, après, on a vécu dans la terreur d'une généralisation des régimes islamistes. Tel n'a pas été le cas. Le temps a passé. A la longue, beaucoup de pays arabes sont arrivés à la conclusion (y compris les bourgeoisies nationalistes modernes), qu'il fallait faire une place aux islamistes, intégrer ceux d'entre eux qui l'acceptent dans le système plutôt que de les laisser en dehors. Dans les élections libres à venir, les partis islamistes seront forts, peut être en tête, mais ne seront pas en mesure de contrôler le système à eux seuls. Mais il est aussi urgent que les forces démocrates nouvelles s'organisent. Cela dit, je m'attends plus à un renouveau du nationalisme arabe, (arabe, pas panarabe). Version moderne en Égypte, par exemple, où le pouvoir risque d'être plus coriace pour Israël. Fini, le gentil relais de la politique occidentale, l'accueil de sommets bidons et le soutien au processus creux. Sans remettre en cause le traité – il n'y aura pas de danger pour Israël, ni de vraie menace militaire – les Égyptiens seront moins complaisants. Après, cela dépend aussi des Israéliens. S'ils demeurent crispés et négatifs, sur la ligne du Likoud, ils seront de plus en plus isolés. A l'extérieur, les organisations juives sont devenues, malheureusement, des relais du Likoud, et elles se vantent par exemple à Washington de leur influence sur le Congrès américain, alors qu'il y a encore quinze ans, une grande partie du fameux lobby était proche du camp de la paix. En Israël, en revanche, l'opinion est majoritairement disponible – depuis des années! – pour un accord sérieux avec un État palestinien, – on ne le dit pas assez – mais la représentation proportionnelle intégrale produit à la Knesset une multitude de petits partis extrémistes qui bloquent. De toute façon, ce gouvernement n'a pas été constitué pour faire la paix, sinon il y aurait eu un accord avec Mme Livni. Mais si le camp de la paix parvenait à mieux s'organiser, on pourrait s'attendre à une réaction israélienne plus intelligente et constructive aux printemps arabes, à une influence réciproque utile et à une sorte d'engrenage vertueux.



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > «Les terroristes ne peuvent pas renverser les

démocraties»



19/09/2011